

Texte commun des partenaires de la Montée au Mur - 30 mai 2026

La Commune, garante universelle de la paix

Après le désastre de Sedan, conséquence prévisible des prétentions expansionnistes de Napoléon III, la Commune de Paris, tout en affirmant son droit sur les canons menacés de saisie par Thiers et Gambetta, tous deux bellicistes et ennemis du peuple travailleur, prit un ensemble de mesures qui, toutes, constituaient les bases d'une paix et d'une harmonie susceptibles de s'étendre à tous les peuples : séparation de l'Église et de l'État, service public de l'instruction, encadrement des loyers, protection de l'enfance, commencement d'une santé publique, diminution de la durée journalière de travail, interdiction du travail de nuit, égalité salariale hommes-femmes, reconnaissance de l'union libre, liberté de la presse, abolition de toutes les lois de censure. La Commune adopte le principe de la citoyenneté et de la République universelles.

La Commune et le peuple parisien dont elle était l'émanation détestaient la guerre et ses symboles. Le sort de la colonne Vendôme était scellé, dès avant l'insurrection, lorsque Gustave Courbet demanda sa démolition et son remplacement par un monument républicain. Le culte de Napoléon Ier, repris jusqu'au ridicule par son neveu Louis Bonaparte, ne passait pas dans la population travailleuse. Karl Marx avait d'ailleurs prévu, dès le coup d'état de 1851 de ce voyou surnommé Badinguet, que la colonne serait abattue. Cela se produisit le 16 mai 1871, sous les acclamations des Parisiens. La Troisième République, fondée sur l'assassinat d'au moins 20000 Communard·e·s et dépourvue de Constitution, la fit reconstruire. Le rejet de la guerre par le peuple ouvrier est systématiquement «oublié» ou déformé par l'histoire officielle. Nul doute qu'un nouveau pouvoir ouvrier et populaire s'en prendra à ce symbole de la guerre et du bonapartisme, fondement de la Ve République.

La Commune fut saluée comme la première expérience d'un pouvoir ouvrier qui pourrait inspirer les travailleuses et les travailleurs du monde entier. Tous les mouvements sociaux se sont référés à la Commune de Paris. Récemment, aux États-Unis dans les manifestations contre la guerre et contre la persécution des immigré·e·s, en France dans les mobilisations des Gilets Jaunes, en Italie et en Grande-Bretagne dans les puissantes manifestations contre la guerre et contre le génocide des Palestinien·ne·s.

Le gouvernement archi minoritaire de Macron impose, grâce à des manœuvres de division, des budgets exponentiels d'armement qui accélèrent la destruction des services publics. Pour imposer le militarisme dans les écoles, à l'université, dans toute la société, Macron et ses alliés d'extrême-droite et d'ailleurs s'en prennent aux libertés démocratiques, à la liberté d'association, comme en témoignent la Loi Séparatisme et le projet d'une loi aggravant celle-ci, en particulier en direction des musulman·e·s ou réputés tels. Dans le même temps, des parlementaires s'attaquent frontalement à la liberté d'expression avec l'effroyable proposition de loi Yadan. Inspiré par Trump et Mileï, le gouvernement s'en prend au jour chômé et payé du 1^{er} mai, et cela constitue plus qu'un symbole. Mais sur ce point, il vient d'être (provisoirement) battu par la mobilisation populaire et syndicale.

La guerre est une nécessité pour un système économique complètement épuisé, incapable de trouver de nouveaux marchés, sauf à détruire des pays entiers, comme l'ont projeté Trump et son allié Netanyahu pour l'Iran et le Liban. Macron et ses généraux désignent la Russie comme un nouvel ennemi, sous prétexte de défendre l'Ukraine, agressée et occupée militairement par le régime de Poutine, mais objet d'un pillage de ses ressources par les États-Unis. Pour les dirigeants des pays impérialistes, y compris la France, pour les actionnaires de l'industrie d'armement et de l'IA, il faut la guerre, et pour cela désigner des ennemis.

Contre cette barbarie qui nous guette, où que nous soyons, les travailleuses et les travailleurs montrent la voie: en Europe où les dockers de Gênes et de plusieurs grands ports ont bloqué des cargos transportant des armes à destination d'Israël, aux États-Unis, où de semblables mobilisations se sont produites dans des aéroports, en Espagne où, expression de la force populaire, le gouvernement interdit l'utilisation de ses bases à Trump, en attendant la nécessaire fermeture des bases américaines. Une coordination de toutes ces mobilisations se cherche. Nous saluons toutes les initiatives contre la guerre, comme récemment les nombreux rassemblements en France et ailleurs...

Oui ! Nous, héritiers de la Commune, sommes une force capable de s'opposer à la barbarie. Nous ne sommes plus en 1914, les peuples sont conscients et résolument opposés à la boucherie dont ils voient chaque jour les images sur les réseaux sociaux et les media indépendants. Les grandes trahisons seront impossibles à faire accepter...

Les organisations et associations qui participent à la Montée au Mur des Fédérés sont porteuses de ce message d'espoir et d'appel à la mobilisation internationaliste.

VIVE LA COMMUNE